

## **Art . 1**

### **ARCS APS Arci Culture Solidali APS (anciennement dénommée « ARCS Arci Culture Solidali»)**

1. L'Association de Promotion Sociale appelée « **ARCS Arci Culture Solidali APS** » ci-après dénommée **ARCS APS**, conformément aux articles 35 et suivants du décret législatif n° 117 du 3 juillet 2017 (ci-après également dénommé « décret 117 »), est une association à but non lucratif, non reconnue comme une personne juridique, de coopération, de solidarité et de volontariat national et international.

L'ARCS APS est une organisation non gouvernementale inscrite sur la liste de l'Agence italienne de coopération au développement (AICS) par le décret n° 2016/337/000132/3, en tant qu'entité visée à l'article 26 de la loi 125/2014. En cas d'inscription supplémentaire obtenue dans le cadre de la section e) du Registre unique national du tiers secteur visée à l'article 46 du décret 117, la raison sociale évoluera en « ARCS Arci Culture Solidali APS – Rete associativa », ou sous sa forme courte « ARCS APS – Rete associativa ».

2. L'ARCS APS a été créée à la demande des membres d'ARCI et se reconnaît parfaitement dans les finalités et orientations de l'Association ARCI APS, tout en conservant sa propre autonomie juridique et patrimoniale, fonctionnelle, organisationnelle et de gestion.

3. L'ARCS APS est une association indépendante des organismes publics et privés à but lucratif, tant italiens qu'étrangers.

## **Art . 2**

### **Siège social et sièges opérationnels**

1. L'ARCS APS a son siège social en Italie, à Rome, Via Monti di Pietralata 16, et des sièges opérationnels et/ou des bureaux de représentation en Italie et à l'étranger.

Le transfert du siège social dans la même commune décidé par l'Assemblée ne nécessite aucune modification des statuts.

## **Art . 3**

### **Finalités**

1. L'ARCS APS a été créée pour la poursuite sans but lucratif d'objectifs civiques, de solidarité et d'utilité sociale, notamment en contribuant à :

- l'affirmation des valeurs de solidarité, de paix, de non-violence, de droits universels et de justice mondiale ;
- la lutte contre toutes les formes de pauvreté, de discrimination et d'exclusion sociale et politique ;
- la promotion sociale des citoyennes et des citoyens, par l'affirmation de la participation et de l'appropriation démocratique et par le renforcement des relations de coopération entre communautés et entre territoires ;
- l'affirmation et la préservation de l'égalité des chances et l'émancipation des genres, conformément aux principes de la CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) ;
- la connaissance généralisée et la mise en œuvre des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention internationale des droits de l'enfant ;
- la mise en œuvre des codes et des conventions internationales régissant l'intervention humanitaire ;
- la valorisation des communautés et des cultures indigènes ;
- la protection et le soutien des défenseurs des droits de l'homme ;
- la diffusion, la connaissance et la valorisation des principes fondateurs de l'Union européenne ;
- l'affirmation de modes de vie conscients et socialement durables ;
- la protection et la valorisation de tous les biens communs.

## **Art . 4**

### **Activités et secteurs d'intervention**

1. Dans l'objectif de la réalisation des finalités susmentionnées, l'ARCS APS exerce, à titre exclusif ou principal, sans but lucratif, dans le respect de la liberté et de la dignité de ses associés, bénévoles et bénéficiaires, et en

s'appuyant principalement sur la contribution volontaire des associés, via les adhérents aux établissements associés, conformément et aux fins de l'article 35, paragraphe 1 du décret 117, à l'activité visée à l'article 5, paragraphe 1, point n) du décret 117 (coopération pour le développement, conformément à la loi n° 125 du 11 août 2014 et ses modifications successives), en faveur des populations et communautés auxquelles il est fait référence, ainsi que les activités d'intérêt général suivantes, en faveur des associés, de leurs familles ou de tiers, répertoriées dans le point pertinent de l'article 5 du décret 117 :

- e) les interventions et les services visant à sauvegarder et améliorer les conditions de l'environnement et l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles, à l'exception de l'activité, exercée régulièrement, de collecte et de recyclage des déchets urbains, spéciaux et dangereux, ainsi que la protection des animaux et la prévention des animaux errants, conformément à la loi n° 281 du 14 août 1991 ;
- f) les interventions de protection et de valorisation du patrimoine culturel et du paysage, conformément au décret législatif n° 42 du 22 janvier 2004 et ses modifications successives ;
- g) la formation universitaire et postuniversitaire ;
- h) i) l'organisation et la gestion d'activités culturelles, artistiques ou récréatives d'intérêt social, y compris des activités, notamment éditoriales, de promotion et de diffusion de la culture et de la pratique du volontariat et des activités d'intérêt général visées au présent article ;
- i) l'organisation et la gestion d'activités touristiques d'intérêt social, culturel ou religieux ;
- j) la formation extrascolaire, visant la prévention de l'abandon scolaire précoce et la réussite scolaire et éducative, la prévention du harcèlement et la lutte contre la pauvreté éducative ;
- k) n) la coopération au développement, conformément à la loi n° 125 du 11 août 2014 et à ses modifications successives ;
- l) la promotion de la culture de la légalité, de la paix entre les peuples, de la non-violence et de la défense non armée ;
- m) la promotion et la protection des droits de l'homme, civils, sociaux et politiques, ainsi que des droits des consommateurs et des utilisateurs des activités d'intérêt général visées au présent article, la promotion de l'égalité des chances et des initiatives d'entraide, y compris les banques du temps fixés à l'article 27 de la loi n° 53 du 8 mars 2000 et les groupements d'achat solidaire visés à l'article 1, paragraphe 266, de la loi n° 244 du 24 décembre 2007.

2. Les activités d'intérêt indiquées ci-dessus seront réalisées par l'ARCS APS à travers des programmes et des projets en Italie et sur le plan national, européen et mondial, avec différents partenaires, donateurs et bienfaiteurs et pour son tissu associatif, des citoyennes et des citoyens et des communautés, dans les secteurs suivants :

- la solidarité, la coopération et le volontariat international pour le développement ;
- l'information, la sensibilisation et l'éducation formelle et informelle à la paix, à la citoyenneté mondiale, au développement, à la consommation critique, consciente et durable ;
- l'urgence et l'aide humanitaire ;
- la coopération culturelle, la mise en valeur et la protection du patrimoine culturel ;
- la coopération décentralisée au développement ;
- la souveraineté alimentaire ;
- la protection de l'environnement ;
- la recherche et la documentation
- l'emploi des jeunes dans le service civil volontaire ;
- l'échange et le bénévolat à l'international, mais aussi la mobilité, également des jeunes, grâce aux moyens suivants : les programmes de service civil national et international, le service volontaire européen (SVE) ;
- les programmes de formation et de stages en Italie et à l'étranger pour intégrer et soutenir des parcours d'enseignement secondaire et universitaire au travers de conventions avec des établissements scolaires et universitaires et des organismes de recherche et de formation ;
- les chantiers de travail et de connaissance et les voyages informés ;
- la promotion et la formation de réseaux et de coalitions solidaires aux niveaux national, européen et mondial.

3. L'Association peut exercer des activités différentes, secondaires et accessoires par rapport aux activités d'intérêt général, selon les critères et les limites prévus par la réglementation en vigueur, également via l'utilisation de ressources volontaires et gratuites. L'organe chargé d'identifier les différentes activités que l'association peut mener est le Conseil de direction.

4. L'Association peut également mener des activités de collecte de fonds afin de financer les activités d'intérêt général, sous quelque forme que ce soit, même de manière organisée et continue et par le biais de la sollicitation du public ou par la vente ou la fourniture de biens ou de services de valeur modeste, en utilisant ses propres ressources et celles de tiers, y compris les bénévoles et les employés, dans le respect des principes de vérité, de transparence et d'équité dans les relations avec les sympathisants et le public et conformément aux dispositions législatives en vigueur.

## **Art . 5**

### **Bienfaiteurs et donateurs**

Par rapport aux principaux objectifs et domaines d'activité, les personnes suivantes sont des bienfaiteurs et des donateurs privilégiés de l'ARCS APS en Italie et à l'étranger :

- les membres ;
- les réalités associatives et les ONG, les communautés, les citoyennes et les citoyens ;
- les groupements, les coalitions, les forums et les réseaux de la société civile ;
- la Présidence du Conseil des ministres, les ministères italiens et les ambassades et consulats d'Italie ;
- les établissements d'enseignement, d'éducation et de formation, les organismes de recherche, les universités, les organismes connexes ;
- les régions, les provinces, les villes métropolitaines et les collectivités locales italiennes, également associées ou regroupées ;
- les institutions gouvernementales, les institutions décentralisées, les ambassades et les consulats, les agences de coopération internationale au développement d'autres pays ;
- le Conseil d'Europe et les Directions générales, et les Agences de la Commission européenne ;
- les organisations et les agences internationales des Nations Unies ;
- les fondations bancaires et privées italiennes et internationales ;
- les Fondations communautaires, les Fondations et institutions religieuses ;
- les entreprises privées et les organismes à but lucratif poursuivant leurs objectifs dans différents domaines avec des méthodes, et selon des valeurs conformes à ce qui est prévu dans le Code d'éthique de l'ARCS, avec la nécessité d'assurer dans tous les cas le respect de la personne, des conditions de travail dignes et la durabilité environnementale.

## **Art . 6**

### **Organisations adhérentes**

1. Les types d'organisations listées ci-après, partageant les mêmes objectifs sociaux que l'ARCS APS et souhaitant aider à les mettre en œuvre, en contribuant à des idées et des initiatives, en participant à la vie associative et en développant des actions de mutualité et de volontariat, en harmonie avec la mission statutaire de l'ARCS APS, peuvent y adhérer en acquérant la qualification d'associés :

- a. les associations de promotion sociale visées à l'article 35 et ses modifications successives du décret 117 ;
- b. les réseaux associatifs, nationaux ou locaux, constitués en vertu de l'article 41 du décret 117 ;
- c. les organisations à but non lucratif, et plus exactement les associations, comités ou fondations qui, conformément à leurs statuts respectifs, revêtent la qualification de carrefour organisationnel territorial, de siège autonome territorial ou encore d'articulation territoriale (à titre d'exemple, avec une liste non exhaustive : régionale, provinciale ou zonale) de réseaux associatifs nationaux ou locaux, même organisés sous forme fédérée, conformément à l'article 41 du décret 117 ;
- d. les organismes du Tiers secteur respectivement visés dans les articles législatifs n° 117 et 112 du 3 juillet 2017, et les organismes à but non lucratif, à moins qu'ils ne soient constitués en sociétés, visés aux titres V et VI du Code civil italien.

2. L'adhésion de chaque organisation s'effectue toujours à titre individuel et spécifique et n'entraîne pas l'adhésion consécutive des organisations qui lui sont éventuellement associées de par leur statut, règlement, rapport associatif, d'affiliation, d'adhésion ou de réseau.

3. Pour ce qui a trait à la composition du corps social, l'ARCS respecte les limites visées par l'article 35,

paragraphe 3 du décret 117 selon lesquelles les organismes associés, différents de ceux visés dans le paragraphe 1, point a) précédent, ne peuvent dépasser cinquante pour cent des organisations adhérentes constituées sous forme d'associations de promotion sociale.

4. Le représentant légal de l'organisation souhaitant devenir associée de l'ARCS soumet une demande écrite au Conseil de direction, conformément aux modalités et selon les formes délibérées par ce dernier. L'éventuel rejet de la demande d'adhésion doit être motivé, et il convient d'en communiquer à l'intéressé la délibération relative dans les soixante jours. L'intéressé peut, dans les soixante jours suivant la communication de la délibération, demander à ce que l'Assemblée se prononce sur l'instance. Le Conseil de direction inscrit à l'ordre du jour le réexamen de la demande lors de la première assemblée pour une éventuelle convocation ultérieure.

5. Les membres de l'ARCS APS paient une cotisation chaque année, et s'engagent à respecter le Statut, les règlements et les délibérations des organes de l'Association. Lors de la première inscription, l'adhésion n'est pas prise en compte en l'absence de versement de la cotisation.

6. Chaque associé, sous réserve d'être inscrit au registre des membres depuis trois mois, dispose d'un droit de vote à l'Assemblée en ce qui concerne l'approbation et les modifications du Statut et des éventuels règlements ou encore l'élection des organes sociaux de l'Association. Il peut se porter candidat pour une élection ou désignation des rôles administratifs de l'Association. Chaque associé dispose en outre d'un droit de vote dans tout autre domaine de compétence de l'Assemblée.

7. Chaque associé a le droit d'examiner les livres de la société visés à l'article 15, paragraphe 1 du décret 117, au sein du siège social de l'Association, après avoir soumis une demande écrite via courrier recommandé avec accusé de réception ou courrier électronique sécurisé au Conseil de direction. Le droit d'accès audits livres pourra être exercé par le membre en la personne de son représentant légal, exclusivement au siège social d'ARCS, de sorte de ne pas entraver la gestion sociale, et aux dates et horaires de bureau communiqués par l'Association. Les membres accédant à la consultation des livres de la société sont tenus de respecter la confidentialité relative aux faits et aux documents dont ils ont connaissance en ce lieu et seront tenus responsables de tout dommage subi par l'Association en cas de divulgation abusive et/ou d'exploitation de faits et/ou de documents portés à leur connaissance lors de l'exercice de leur droit d'examen. L'Associé pourra, à ses frais, extraire un exemplaire du registre des procès-verbaux des assemblées et du registre des membres, dans le respect de la réglementation relative à la *confidentialité*. D'autres modalités opérationnelles pour la consultation des registres sociaux pourront être établies dans un règlement approuvé par l'Assemblée.

8. Le nombre de membres est illimité.

9. Le statut de membre, une fois acquis, est permanent, et ne peut être résilié que dans les cas prévus au paragraphe 10 suivant.

10. Sont considérées comme des causes de déchéance de la qualité de membre :

- a. le non-paiement des cotisations, également à la suite d'un avertissement formel spécifique des organes dirigeants ;
- b. toute conduite, tant au niveau national qu'international, en conflit manifeste avec le Statut, les délibérations adoptées par les organes et les positions officielles d'importance politique, stratégique et programmatique de l'ARCS APS.

11. La déchéance de la qualité de membre, proposée par le Conseil de direction, doit être approuvée par l'Assemblée et prend effet à compter de la date de délibération concernée.

12. La perte de qualité de membre, quelle qu'en soit la cause, entraîne la déchéance automatique de toute fonction sociale auprès de l'ARCS APS.

13. La cotisation n'est pas transférable à quelque titre que ce soit et n'est pas liée à la propriété d'actions ou de parts de nature patrimoniale

## **Art . 7**

### **Les organismes nationaux**

1. Les organes de l'ARCS sont :
  - a) l'Assemblée des membres ;
  - b) le Conseil de direction ;
  - c) l'Organe de contrôle et d'audit ;
  - d) le Collège des garants.

2. Les réunions des organes collégiaux peuvent également se dérouler sous forme de vidéoconférence, dans le respect des critères de transparence et de traçabilité préalablement établis par l'Organe et communiqués aux participants, et sous réserve de la détermination de systèmes permettant d'identifier avec certitude les participants, d'une possibilité d'intervention en simultané et l'exercice du droit de vote, même sous forme électronique.

## **Art . 8** **L'Assemblée**

1. L'Assemblée des membres de l'ARCS APS est l'organe souverain de l'Organisation. Elle approuve les lignes programmatiques politiques et opérationnelles générales et annuelles de l'ARCS APS et délibère sur tout autre sujet prévu par la loi et en vertu de son statut.
2. En général, les participants à l'Assemblée sont les représentants légaux des organisations associées ou, à défaut, une autre personne physique déléguée.
3. L'Assemblée ordinaire est convoquée par le Conseil de direction au moins 2 (deux) fois au cours de l'exercice social et, dans tous les cas, chaque fois que le Conseil de direction l'estime nécessaire. Le Conseil de direction est tenu de convoquer l'Assemblée lorsqu'au moins 1/3 (un tiers) des membres en fait la demande par écrit.
4. La convocation de l'Assemblée est envoyée par courrier électronique, à la dernière adresse mail communiquée par écrit par le membre au moins 15 (quinze) jours avant la date prévue. La lettre de convocation doit reporter l'ordre du jour, le jour et l'horaire, mais aussi le lieu, dans le cas où la réunion ne se déroulerait pas en vidéoconférence, aussi bien pour la première, que pour l'éventuelle deuxième convocation. Cette dernière doit dans tous les cas être prévue au moins vingt-quatre heures après la première convocation.
5. L'Assemblée est présidée par le Président de l'ARCS APS, et en son absence, par un de ses délégués au sein du Conseil. Aucun de ces derniers ne dispose d'un droit de vote, conformément à l'article 2372, paragraphe 5 du Code civil italien, comme le rappelle l'article 2, paragraphe 3 du décret 117. En l'absence du Président ou de son délégué, le représentant du membre le plus ancien assume la présidence temporaire de l'Assemblée afin d'ouvrir la séance, de désigner le Secrétaire, même s'il ne s'agit pas d'un membre, de vérifier le quorum de présence et de voter pour le Président de l'Assemblée. Le Président de l'Assemblée nomme trois scrutateurs lors des Assemblées électives.
6. Chaque membre a droit à une voix. La délégation de représentation est admise à raison de deux délégations maximum pour chaque membre. Les paragraphes 4 et 5 de l'art. 2372 du Code civil italien s'appliquent, et par conséquent :
  - l'organisation associée ayant été déléguée pour représenter l'autre membre pourra déléguer uniquement un de ses employés ou collaborateurs ;
  - La représentation ne pourra être confiée à un des membres du Conseil de direction de l'ARCS APS. Aucune délégation n'est permise dans les délibérations électives.
7. En première convocation, les délibérations en séance ordinaire sont valables avec la présence de 60 % (soixante pour cent) des membres et avec le vote favorable de 51 % (cinquante et un pour cent) des présents ; en seconde convocation, avec le vote favorable de 51 % des présents, quel que soit leur nombre. En séance extraordinaire, les délibérations sont valables avec la présence de 2/3 (deux tiers) des membres et avec le vote favorable de 3/4 (trois quarts) des votants. Le vote est personnel et aucune procuration n'est autorisée. Le vote est public, sauf si un vote secret est demandé par au moins 20 % (vingt pour cent) des personnes ayant le droit de vote présentes à l'Assemblée.
8. L'Assemblée ordinaire :
  - a) approuve le bilan prévisionnel et le bilan final et, lorsque la loi l'exige ou lorsque le Conseil de direction le délibère, le bilan social ;
  - b) délibère sur la responsabilité des membres des organes sociaux et engage une action en responsabilité à leur égard ;
  - c) délibère sur l'exclusion des membres et sur le réexamen de la demande de l'associant rejetée par le

Conseil de direction ;

- d) approuve le règlement des travaux de l'assemblée ;
- e) délibère sur le programme et sur les activités de l'ARCS APS ;
- f) délibère sur les cotisations et /ou les contributions des membres ;
- g) délibère sur la désignation des membres des organismes sociaux n'étant plus en fonction, quelle qu'en soit la cause, au cours de leur mandat, mais aussi sur leur révocation, lorsque les conditions sont remplies. Les membres des organes sociaux sont remplacés conformément à la présente disposition, avec échéance naturelle du mandat des organismes dont ils font partie ;
- h) délibère sur les sanctions éventuelles à l'encontre des membres, sur proposition du Collège des garants ;
- i) Délibère sur tout autre sujet porté à son attention par le Conseil de direction ou prévu par la loi ou par son Statut.

9. L'Assemblée extraordinaire :

- a) délibère sur les modifications de l'Acte constitutif ou du Statut, proposées par le Conseil de direction tout au long du déroulement du mandat d'une durée de quatre ans des Organismes visés au paragraphe 10 suivant ;
- b) délibère sur la dissolution, la transformation, la fusion ou la scission de l'Association ;

L'Assemblée extraordinaire est convoquée, dans tous les cas, tous les 4 (quatre) ans, conformément au mandat prévu pour les Organismes dirigeant l'Assemblée pour accomplir les fonctions visées par le paragraphe suivant, avec les modalités et les quorums expressément prévus.

10. L'Assemblée extraordinaire convoquée tous les 4 (quatre) ans se compose de tous les associés et a pour tâche de discuter et d'approuver l'éventuel nouveau statut ; de désigner les membres des organes sociaux, sauf mention contraire stipulée dans une autre partie du présent statut, en s'engageant à promouvoir une représentation appropriée de tous les genres. L'Assemblée, lorsqu'elle prend ses fonctions, élit un Président qui dirige et coordonne ses travaux. Le vote a normalement lieu par un scrutin public, sauf si au moins 20 % (vingt pour cent) des personnes ayant le droit de vote demandent un vote par scrutin secret. L'Assemblée est valablement constituée en première convocation avec la présence de 2/3 des membres et en seconde convocation avec la présence de 51 % des membres. Elle délibère avec une majorité de 51 % des présents. Le règlement de l'Assemblée est préparé par le Conseil de direction en charge d'organiser la séance et peut faire l'objet de discussions, d'éventuelles modifications et d'une approbation sous la direction de l'Assemblée.

## **Art. 9**

### **Le Président**

1. Le Président de l'ARCS APS, élu par l'Assemblée visée à l'article 8, paragraphe 10 précédent, est le principal garant et promoteur de la divulgation et de la mise en œuvre des buts et des objectifs statutaires de l'association et exerce sa représentation légale et politique, y compris sur le plan judiciaire. Il est membre du Conseil de direction et de l'Organe de présidence de l'ARCS APS. Le Président est en charge de donner suite aux décisions de l'Organe de présidence et, en cas de nécessité et d'urgence, d'exercer les fonctions administratives relatives, sous réserve de ratification des actes mis en place par ce dernier au cours de la première session utile. Il agit au nom et pour le compte de l'Association et la représente en justice et vis-à-vis des tiers. Il reste en fonction pendant 4 (quatre) ans et est éligible pour un maximum de 2 (deux) mandats consécutifs.

2. Le Président :

- dispose de la signature corporative pour toutes les opérations, même économiques, délibérées par le Conseil de direction et l'Assemblée ;
- assure les relations avec les institutions, les autorités et les organismes nationaux et internationaux ;
- sauf disposition contraire, il convoque, préside et coordonne les travaux de l'Assemblée ordinaire et extraordinaire, du Conseil de direction et du Bureau de présidence, dont il est membre, en veillant au respect et à l'exécution des délibérations ;
- propose au Conseil de direction de désigner un ou plusieurs Vice-présidents, un Directeur ;
- soumet à l'approbation de l'Assemblée les propositions de bilans finaux et prévisionnels approuvés par le Conseil de direction ;
- autorise les opérations de paiement et de recouvrement, après avoir procédé à une vérification

technique mise en œuvre en accord avec le Directeur.

3. Le Président peut conférer au(x) Vice-président(s), aux membres du Conseil de direction des délégations et des mandats spécifiques, même temporaires, pour des fonctions de représentation et pour la réalisation des objectifs et des activités de l'Association.

## **Art . 10**

### **Le Conseil de direction**

1. Le Conseil de direction de l'ARCS APS est l'organisme responsable de l'exécution et de la mise en œuvre des lignes programmatiques générales établies par l'Assemblée, avec des pouvoirs d'administration ordinaire et extraordinaire, sous réserve des restrictions légales et de Statut, pour les compétences détenues par l'Assemblée.

Il est élu par l'Assemblée extraordinaire visée à l'article 9, paragraphe 10 du présent statut et se compose d'au moins 15 (quinze) membres, pour un maximum de 21 (vingt et un) membres, sélectionnés parmi les personnes physiques répertoriées par les organismes associés. Si cela est prévu par la délibération de l'Assemblée extraordinaire députée à la nomination, l'Assemblée ordinaire peut intégrer, en cours de mandat, un certain nombre de membres, si ce dernier est inférieur au nombre légal maximum, jusqu'à atteindre un nombre total de membres dans la limite supérieure définie dans le présent statut (21 membres), ou d'un autre nombre défini par ladite Assemblée extraordinaire, si ledit nombre est inférieur.

Le Conseil reste en fonction pendant 4 (ans) et se réunit au moins 4 (quatre) fois par an sur convocation du Président de l'ARCS APS. Il est présidé par le Président de l'ARCS APS, qui nomme un Secrétaire au début de chaque séance.

2. Les délibérations du Conseil de direction sont adoptées en présence de la moitié plus 1 (un) des membres et sont prises à la majorité simple.

3. Le Conseil de direction de l'ARCS APS est l'organe d'administration conformément à l'art. 26 du Code du Tiers secteur et revêt des pouvoirs d'administration ordinaire et extraordinaire. Dans le cadre de ces prérogatives, à titre d'exemple, sans toutefois s'y limiter, il remplit les fonctions suivantes :

- a. il désigne et révoque, sur proposition du Président, le ou les Vice-présidents et le Directeur ;
- b. il établit le calendrier, les méthodes et les outils pour la traduction des lignes de programme établies par l'Assemblée, en vérifiant leur mise en œuvre ;
- c. il prépare l'ordre du jour de l'Assemblée ;
- d. il statue sur les projets de bilan de l'exercice et de bilan social à soumettre à l'Assemblée ;
- e. il prépare les documents à visée programmatique opérationnelle à soumettre à l'Assemblée, en particulier la programmation annuelle ;
- f. il décide de l'admission des membres et, le cas échéant, justifie le rejet de leur admission ;
- g. il propose à l'Assemblée les éventuelles sanctions à l'encontre des membres et la déchéance de la qualité de membre ;
- h. il convoque l'Assemblée ordinaire et extraordinaire ;
- i. il prépare le Règlement intérieur qui sera présenté à l'Assemblée pour approbation ;
- j. il décide de l'adhésion et de la participation à la constitution d'entités, d'institutions et d'organismes nationaux, étrangers et internationaux ;
- k. il délibère sur le choix d'adhérer à un consortium ou à l'ATS (association temporaire des entreprises en Italie) pour la gestion d'activités conceptuelles ;
- l. il statue sur l'acceptation d'un financement public ou privé ou sur le lancement d'une campagne de communication ou de récolte des fonds ;
- m. il décide de l'institution d'établissements secondaires et/ou de bureaux de représentation de l'ARCS APS en Italie et à l'étranger ;
- n. il identifie les activités différentes, secondaires et fonctionnelles par rapport aux activités d'intérêt général ;
- o. il approuve le règlement relatif aux remboursements des dépenses aux bénévoles ;
- p. il documente le caractère secondaire et fonctionnel des autres activités qui seraient menées dans les documents des états financiers annuels ;

4. Sauf restrictions exprimées dans le statut, le pouvoir de représentation des membres du Conseil de direction est général.

5. Le Conseil de direction peut constituer en son sein un Bureau de présidence dirigé par le Président d'ARCS, qui en est membre de droit, avec les Vice-Présidents, accompagnés d'autres Conseillers, formant ainsi un nombre global de membres non supérieur à sept. Il est invité aux réunions auquel le Directeur se doit de participer, sauf en cas d'imprévisibles objectifs.

6. Le Bureau de présidence exerce des activités de pré-analyse des matières et de préparation d'instruction, administrative et techniques des actes et des travaux qui feront l'objet de négociations et/ou de délibération lors des réunions du Conseil de direction, en fournissant des avis et présentant des propositions à l'issue de telles activités, lors de la réunion du Conseil intéressé. Il aide le Président à identifier et analyser les thèmes de gestion à soumettre pour examen et délibération de la part du Conseil de direction et dans l'élaboration des programmes pour la convocation aux séances.

7. Le Conseil de direction peut déléguer au Bureau de présidence des fonctions administratives spécifiques, à l'exception de l'approbation des projets de bilan annuel et social. Dans de tels cas, le Bureau statue à la majorité. Le Directeur ne dispose pas d'un droit de vote.

### **Art. 11**

#### **Les Vice-présidents**

1. Les Vice-présidents (maximum 2 (deux)) de l'ARCS APS sont désignés par le Conseil de direction, y compris celui ayant des fonctions d'adjoint, parmi ses membres et sur indication du Président. Ils restent en fonction pendant 4 (quatre) ans. Ils sont membres de droit du Bureau de présidence de l'ARCS APS.

2. Les Vice-présidents :

- représentent et remplacent le Président en Italie et à l'étranger en cas d'absence ou d'empêchement et sur délégation de sa part ;
- assistent le Président dans l'exercice de ses mandats, y compris par des tâches pour lesquelles ils sont spécifiquement délégués ;
- parmi les Vice-présidents est identifié celui qui a des fonctions d'adjoint.

### **Art. 12**

#### **Le Directeur**

1. Le Directeur de l'ARCS APS est nommé sur proposition du Président par le Conseil de direction auquel il est invité. Il participe aux réunions du Bureau de présidence sans avoir de droit de vote.

2. Le Directeur :

- a) est responsable de la coordination fonctionnelle et opérationnelle en Italie et dans les sièges et les bureaux à l'étranger ;
- b) gère le rapport opérationnel avec les organismes finançant l'ARCS APS et les réseaux de partenariat conceptuel nationaux et internationaux dans le cadre des instruments de conception dont l'association décide de se munir pour réaliser ses activités ;
- c) prépare le bilan final et le bilan prévisionnel, mais aussi le bilan social, en collaboration avec le Président ;
- d) vérifie les opérations de paiement et de recouvrement, en association avec le Président, en délivrant un visa de conformité technique attestant de la correspondance et de l'exactitude gestionnaires de l'opération ;
- e) coordonne le bureau administratif et de la comptabilité de l'ARCS APS, de concert avec le Président ;
- f) est responsable de la tenue des documents comptables de l'ARCS APS, qui ne doivent pas quitter le siège social de l'Association : Toutes dérogations à cet égard visant à répondre à des exigences documentées doivent être convenues avec le Président ;
- g) établit les rapports annuels d'activité à présenter au Conseil de direction ;
- h) assume d'autres tâches, y compris temporaires, à la demande et sur délégation du Président et du Conseil de direction.

### **Art. 13**

#### **Organe de contrôle et d'audit**

1. L'Assemblée désigne un organe de contrôle composé de trois personnes, dont au moins une est choisie parmi les catégories de personnes visées à l'article 2397, paragraphe 2, du Code civil italien.

Un organe de contrôle monocratique peut également être désigné parmi les catégories de personnes visées à



l'article 2397, paragraphe 2, du Code civil italien. L'article 2399 du Code civil italien s'applique aux membres composant l'organe de contrôle.

2. L'Organe de contrôle surveille le respect de la loi et du Statut, le respect des principes de bonne administration et en particulier l'adéquation de la structure organisationnelle, administrative et comptable adoptée par l'Association et son fonctionnement concret. Il exerce également des tâches de contrôle du respect des objectifs de solidarité et d'utilité sociale de l'Association et certifie que le bilan social, lorsque son élaboration est obligatoire ou, en l'absence d'une telle condition, en cas de délibération de la rédaction de la part du Conseil de direction, jugée opportune, a été établi conformément aux lignes directrices énoncées à l'article 14 du décret législatif 117/2017.

3. Si les membres de l'Organe de contrôle sont inscrits au registre des contrôleurs légaux, l'Assemblée, au dépassement des limites du cadre légal, pourra leur confier la fonction de révision légale des comptes visée à l'art. 31 du décret 117 si une entité chargée à cette fin n'a pas été désignée.

#### **Art . 1 4**

##### **Le Collège des garants**

1. Le Collège des garants, élu par l'Assemblée de congrès, est composé de 3 (trois) membres titulaires et de 2 (deux) suppléants ayant un mandat d'une durée de 4 ans.
2. Le Collège des garants :
  - a) intervient pour régler les litiges survenant au sein des organes sociaux, entre les membres et les mêmes organes, ainsi que sur l'interprétation du présent Statut, sur recours des parties ;
  - b) se réunit, lorsque cela est nécessaire, pour l'accomplissement de ses tâches sur la base des indications prévues dans le « Règlement » national interne ;
  - c) a pour mission d'intervenir sur l'interprétation du présent Statut à la demande des membres et des organes dirigeants ;
3. La fonction d'un membre du Collège est incompatible avec toute autre charge dans les Organismes sociaux.

#### **Art. 15**

##### **Le Patrimoine et les ressources économiques**

1. Le patrimoine de l'Association se compose dans l'ensemble de tous les biens mobiliers et immobiliers lui appartenant, mais aussi de toutes les autres ressources économiques visées à l'art. 11, les recettes et les revenus qui en découlent. Tous les éléments constituant le patrimoine de l'Association, y compris les éventuels revenus, recettes, loyers et profits qui en découlent, doivent dans tous les cas être obligatoirement utilisés et destinés à l'exécution des activités officielles, aux fins de la poursuite exclusive des finalités citoyennes, de solidarité et d'utilité sociale prévues par le présent Statut.
2. L'Association puise les ressources économiques nécessaires à son fonctionnement et à l'exécution de ses activités d'intérêt général, dans sources différentes, telles que les cotisations, les contributions publiques et privées, les dons et les legs testamentaires ou encore les patrimoines issus d'activités menées en faveur des membres, de leur famille, de tiers, d'activités de collecte de fonds, mais aussi d'activités visées à l'art. 6 du Code du Tiers secteur, lorsque celles-ci sont exercées, dans les limites et conditions définies par la norme en vigueur.
3. L'Association ne peut distribuer, même indirectement, des bénéfices et/ou des excédents d'exploitation, ainsi que des fonds, des réserves quelque soit leur dénomination, aux fondateurs, membres, travailleurs et collaborateurs, administrateurs et autres membres des organes sociaux, même en cas de retrait ou dans tout autre cas de dissolution individuelle de la relation associative.
4. L'Association a l'obligation d'utiliser le patrimoine, y compris les produits, les rentes, les recettes, les revenus, quelle que soit leur dénomination, pour l'exercice des activités statutaires dans le but exclusif de poursuivre des objectifs civiques, de solidarité et d'utilité sociale.

#### **16**

##### **Exercice social et états financiers**

1. L'exercice social administratif et financier débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même

année ;

2. Si des activités différentes de celles d'intérêt général ont été menées, le Conseil de direction en atteste dans le bilan le caractère secondaire et instrumental ;

3. Le bilan annuel et le bilan social doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée ordinaire avant le 20 juin de l'année suivant l'exercice social de référence et déposés, dans les délais légaux, par les administrateurs, ou en cas d'incapacité de ces derniers, et ce même suite à une mise en demeure, par les membres de l'Organe de contrôle, au registre unique national du Tiers secteur, avec les pièces jointes associées, dans le cas où cela est prévu par la loi, le bilan social, avant cette même date, devra être publié par les administrateurs sur le site Internet d'ARCS APS.

## **Art . 17**

### **Clauses finales et transitoires**

1. La dissolution de l'ARCS APS ne peut être délibérée que par une Assemblée extraordinaire convoquée à cet effet, qui nomme un liquidateur. Elle délibère de l'affectation des actifs restant de la liquidation, dans les limites fixées au paragraphe suivant. En cas de dissolution, de cessation ou d'extinction, les actifs résiduels, après liquidation, seront dévolus, sous réserve de l'avis positif de l'organe compétent en vertu du décret 117/2017, et sauf disposition contraire de la loi, à une ou plusieurs entités du Tiers secteur.

2. Les dispositions du présent statut en matière d'organismes sociaux, comportant une refonte des dispositifs actuels de *gouvernance*, entrent en vigueur à compter de la date de l'Assemblée extraordinaire convoquée pour la désignation des nouveaux organismes qui devra se tenir avant le 31 octobre 2022.

3. À titre transitoire, jusqu'au quatre-vingt-dixième jour suivant l'inscription de l'organisme au Registre unique national du Tiers secteur, le Conseil de direction est autorisé à apporter au Statut les modifications qu'il estime nécessaires pour assurer la migration de l'Association au sein dudit Registre et l'inscription dans la section consacrée aux Réseaux associatifs ; les modifications officielles sont ratifiées par l'Assemblée ordinaire lors de la première séance utile.

4. Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent Statut, la réglementation en vigueur concernant les entités du Tiers secteur (et, en particulier, la loi n° 106 du 6 juin 2016 et le décret législatif n° 117 du 3 juillet 2017 et ses modifications et ajouts ultérieurs) est applicable et, dans la mesure où elles sont compatibles, les dispositions du Code civil italien s'appliquent également.